

REVUE DU CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE
EN GOUVERNANCE, RELATIONS INTERNATIONALES
ET STRATEGIQUES EN AFRIQUE (RCREGRISA)

JOURNAL OF THE CENTRE FOR RESEARCH AND EXPERTISE IN
GOVERNANCE, INTERNATIONAL AND STRATEGIC RELATIONS
IN AFRICA

LE POLITOSCOPE



N°4 Nov 2024

**« Ce n'est qu'au début du crépuscule que la chouette de Minerve prend son
envol »**

Georg Wilhelm Friedrich HEGEL

“En tant que groupe social, en tant que totalité, les intellectuels doivent à présent passer de la description de ce qui ne marche pas – du pourquoi et du comment cela ne marche pas – à une réflexion sur la “société dans laquelle nous souhaitons vivre” et sur les moyens de la réaliser”.

CHOMSKY Noam, Qui mène le monde ? Québec, Lux Editeur, 2018.

COMITE DE REDACTION/EDITORIAL COMMITTEE

Rédacteur en chef/Editor-in-chief
Professeur Hilaire de Prince POKAM

Université de Dschang
Cameroun

Secrétaires de rédaction/Editorial Secretaries

MBIATEM Albert (PhD), Enseignant-Chercheur à l'Université de Buéa (Cameroun) et membre de l'African Leadership Centre, King's College London, University of London.

SADIO Adama, Docteur en Science Politique, Enseignant-Chercheur en Science Politique à Montpellier Business School et à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest et à Madiba à Dakar (Sénégal).

TIOGO Romaric, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

METSAGHO MEKONTCHO Boris, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

Marketing

MOSOH Lewis MULUH, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

KAMNO Carine Gabrielle, Chargée de Cours en Science Politique, Enseignante-Chercheuse, Université de Dschang (Cameroun).

COMITE SCIENTIFIQUE /SCIENTIFIC COMMITTEE

ABOA ABIA Alain, Professeur Titulaire en sociolinguistique, Vice-Doyen de l'UFR Langues, Littérature et Civilisations, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

ABOYA ENDONG Manassé, Professeur de Science Politique, Vice-Recteur chargé des enseignements, de la professionnalisation et du développement, des technologies de l'information et de la communication, Université de Yaoundé II (Cameroun).

AKONO ATANGANE Eustache, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

BANGUI Thierry, Docteur en Architecture, Consultant et chercheur en développement, Bangui (République Centrafricaine).

BELINA Zacharie Gaudard, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Ngaoundéré (Cameroun).

BIPELE KEMFOUEDIO Jacques, Maître de Conférences en Droit Public, Chef de Département de Droit Public Interne, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Dschang (Cameroun).

CHIKOUNA Cissé, Maître de Conférences en Histoire, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

DATIDJO Ismaila, Maître de Conférences d'Anthropologie, Université de Dschang (Cameroun).

DOUI-WAWAYE Augustin Jérémie, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Bangui (République Centrafricaine).

EBALE Raymond, Professeur d'Histoire Economique, Université de Yaoundé I (Cameroun).

EBOGO Frank, Maître de Conférences en Science Politique, chercheur au CREPS, Université de Yaoundé II (Cameroun).

EKAMBI DIBONGUE Guillaume, Professeur de Relations Internationales, Université de Douala (Cameroun), Président du Conseil d'Administration de l'Université de Douala (Cameroun).

FANYIM Gaïus, Docteur en Science Politique, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

FOLEFACK Ernest, Docteur en Droit Public, Université de Dschang (Cameroun).

JACKSON Willy, Docteur en Science Politique, Relations internationales, Université Paris Diderot-Paris 7 (France), Consultant international, Président Fondateur de Jackson International Consulting (JIC), Sarl <https://www.ji-consulting.com> (France).

KAMDEM Pierre, Professeur de Géographie, Université de Poitiers (France).

KAMNO Carine Gabrielle, Chargée de Cours en Science Politique, Enseignante-Chercheuse, Université de Dschang (Cameroun).

KEMIR KIYEN James, Maître de Conférences, Chef de Département de Relations Internationales et de Résolutions des Conflits, Université de Buea-Cameroun.

KENHOUNG Yanic, Docteur en Relations Internationales, Chercheur-Chargé d'Etude, Université de Dschang et Ministère des Finances (Cameroun).

KOBI Joseph, Maître de Conférences en Histoire, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire).

KOFFI-DIDIA ADJOBA Marthe, Professeur de Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte-d'Ivoire.

KOUGNIAZONDE C. Christophe, Professeur, Doyen, Docteur. Kesington Adebukonola Adebutu Faculty of Law Houdegbe North American University Benin (HNAUB), Président Exécutif Académie Alioune Blondin Beye pour la Paix (ABBAP), Cotonou (Bénin).

LOFEMBE BENKENYA BEKE, Maître de Conférences en Relations Internationales, Université de Kinshasa (République Démocratique du Congo).

MBIATEM Albert (PhD), Enseignant-Chercheur à l'Université de Buéa (Cameroun) et membre de l'African Leadership Centre, King's College London, University of London.

MANDJACK Albert, Professeur de Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

MAOUNDONODJI Gilbert, Docteur en Sciences Politiques et Sociales, Université Catholique de Louvain (Belgique), Agrégé de Science Politique, Directeur Général du Centre d'Études et de Recherches sur la Gouvernance, les Industries Extractives et le Développement Durable (CERGIED), N'Djamena (Tchad).

MENGNO TARDZENYUY Thomas, Chargé de Cours en Science Politique, Enseignant-Chercheur, Université de Bamenda (Cameroun).

MOSOH Lewis MULUH, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

MVELLE MINFENDA José Guy, Professeur de Relations Internationales, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Dschang (Cameroun).

NEMBOT NDEFFO Luc, Professeur d'Economie, Université de Dschang (Cameroun).

NGUEKEU NDONGMO Pierre, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

NGWE Luc, Docteur en Science Politique de l'Université Paris X Nanterre. Chercheur indépendant rattaché à différents groupes de recherches (France).

NODEM Jean Emet, Professeur de Sociologie, Université de Dschang (Cameroun).

NOUMBISSIE TCHOUAKE, Maître de Conférences en Histoire, Coordonnateur du Groupe de Recherche sur la Colonisation (GERCO), Université de Dschang.

MOUMOUNI Guillaume, Ph.D. (Peking University), Assistant-Professor, University of Abomey-Calavi, Bénin, Faculty of Law and Political Science, Department of Political Science.

NSOH NDIKUM Christopher, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

NTUDA EBODE Joseph Vincent, Professeur de Relations Internationales et d'Etudes Stratégiques, Directeur du Centre d'Etudes Politiques et Stratégiques (CREPS), Université de Yaoundé II (Cameroun).

OMBALLA Magelan, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

POKAM Hilaire de Prince, Docteur en Science Politique, Professeur de Relations Internationales, Université de Dschang (Cameroun).

SAHA Zacharie, Maître de Conférences en Histoire, Université de Dschang (Cameroun).

SADIO Adama, Docteur en Science Politique, Enseignant-Chercheur en Science Politique à Montpellier Business School et à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest et à Madiba à Dakar (Sénégal).

SALI Aliyou, Maître de Conférences en Droit Public, Université de Dschang (Cameroun).

TASSOU André, Professeur d'Histoire Economique, Université de Yaoundé I (Cameroun).

TSAFACK Delmas, Docteur en Histoire, Chercheur en Histoire et Relations Internationales (Cameroun).

TSANA NGEUGANG Ramses, Docteur en Science Politique, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

WANDJI KEMAJOU Axel, Docteur en Droit Public, Enseignant-Chercheur, Université de Dschang (Cameroun).

WASSOUNI François, Professeur d'Histoire, Université de Maroua (Cameroun).

Les opinions exprimées ici n'engagent que leur auteur

TABLE DES MATIERES

Célestin KAPTCHOUANG TCHEJIP: Solidarité internationale et réalisme politico-économique au Cameroun et en Afrique sous l'emprise de la Covid-19 : <i>Un focus sur les dons de l'homme d'affaires chinois Jack Ma et la Fondation Alibaba en 2020</i>	15
Arouna MFOSSI YAMIE: Les jeux des acteurs internationaux dans gouvernance du coronavirus en Afrique : le cas du Cameroun	35
Dr. Herménégilde Richard GUERET-GBAGBA: La Cour Pénale Spéciale : entre mimétisme juridictionnel ou avancée en matière de lutte contre l'impunité des crimes graves commis en République Centrafricaine ?.....	69
Serges MEYE NDONG: Les Etats institutionnels, un enjeu contre les violences politiques postélectorales en Afrique centrale (CEMAC) ? Essai sur le renforcement de la sécurité politique	95
NGUEKEU DONGMO Pierre and NJUKANG Rostan: Candidate selection in the era of pluralist democracy : the practice within the Cameroon People's Democratic Movement	117
Nyunga Tegha Mekom: Democracy beyond elections : The role played by the Santa council in promoting citizen participation in local governance	133
METSAGHO MEKONTCHO Boris, PhD, FARADJA CIRINGA Albert: Sociologie politique du (des)engagement des jeunes au sein des dispositifs participatifs : le cas du Conseil municipal jeune de la commune de Dschang (région de l'Ouest-Cameroun)	149
Mbah Valentine Tebeck: The crime of popular uprising in Africa	173
MENGNO TARDZENYUY Thomas, PhD, Violet YIGHA FOKUM, PhD and NCHOFON MINGOH, M.Sc: Gender analysis of government humanitarian assistance within the anglophone crisis in Cameroon : the case of the Emergency Humanitarian Assistance Plan (EHAP) on internally Displaced Persons (IDPs) in the North West Region.....	187
MBANG A MBANG Jean Louis: La politique africaine de développement et de consolidation de la paix : les programmes de démobilisations, désarmements et reconstruction (DDR) en Afrique	217
LONGMENE FOPA Arnaud & Udice Mabelle PETEPTIATSOP : La question des revendications perpétuelles des enseignants au Cameroun : difficultés conjoncturelles ou conséquences de la défaillance du projet éducatif du Renouveau (1990-2023) ?	239
Jeanne Virginia EKEANI, Ismaïla DATIDJO, Amina GORON: Dynamiques socioculturelles chez les migrants : regard au sein de la diaspora bamiléké de Bazou à Yaoundé.....	261

SOUMELONG Blaise: La récidive des déviations dans les marchés publics au Cameroun	273
Dr. Yanic KENHOUNG: Les centres d'excellence d'Enseignement Supérieur : analyse des capacités innovatrices et des contraintes.....	297

LA POLITIQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX : Les programmes de démobilisations, désarmements et reconstruction (DDR) en Afrique

Par

MBANG A MBANG Jean Louis

Doctorant en Science Politique-Université de Dschang.

Moniteur, Université de Dschang (Cameroun)

email : mbangjean25@gmail.com

Résumé : Le présent article analyse les modalités de construction de la politique africaine de développement et de consolidation de la paix à travers la mise en œuvre des programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction (DDR) en Afrique. Dans un premier temps, ce travail met en lumière l'inconsistance de la politique de consolidation de la paix en Afrique pour dégager les limites d'ordre matériel dans la perspective de résolution des conflits, qui perturbent le processus de développement en Afrique. Puis dans un second temps, il énonce la dynamique de pression faite par les acteurs des relations internationales dans la mise en œuvre de cette politique de consolidation de la paix qui s'analyse sous le prisme de la dépendance extérieure aux grandes puissances capitalistes. L'analyse recourt ainsi à l'interactionnisme et au constructivisme pour rendre compte de la manière dont est formulée la politique de consolidation de la paix dans la perspective améliorative du développement qui constitue le point commun de la quasi-totalité des pays d'Afrique. Des lors, nous sommes en droit de nous poser la question de savoir comment est formulée la politique de consolidation de la paix en Afrique ? Ainsi, de cette question de recherche, nous pouvons émettre l'hypothèse selon laquelle la politique de consolidation de la paix en Afrique est limitée d'une part et portée par la communauté internationale d'autre part. Il se dégage donc de cette étude que si l'Afrique veut véritablement se développer, elle doit rationaliser l'aide des grandes puissances tout en travaillant pour atteindre une position d'influence dans les instances de décision mondiale pour mieux asseoir sa politique de consolidation de la paix.

Mots-clés : Afrique, Consolidation, Démobilisation, Désarmements, Reconstruction, paix.

Abstract : The present article analyses the different modalities regarding the construction of the african policy with emphasis layed on the development and consolidation of peace through the effectiveness of the demobilization, disarmament and reconstruction programs (DDR) in Africa. Firstly, the above article lays emphasis on the inconsistency regarding the peace consolidation policy in Africa so as to sort out the various limits in particular the material factors attached to conflict resolution which hinderers the development pathway in Africa. Secondly, the main idea enounces the upfolding pressure by the actors of international relations concerning the application of the peace consolidation policy which can be interpreted through the prism of external dependency towards the main powers of the western world. Hence, the analysis applies the use of both theories of interactionism and constructivism inoder to figure out the manner in which the peace consolidation policy is formulated in search for a more performative development goal which constitutes a common objectiv shared by all African states. Henceforth, we endeavor to table out the problematic as follows: how is the peace consolidation policy in Africa formulated? From this main problem, we can deduce the hypothesis which bargains that the peace consolidation policy in Africa is firstly limited and secondly constitutes a common goal shared by the international community. Hence from this study, we can therefore pull out the idea that if Africa really seeks for development, she must rationalize the international aids obtained from the various central powers meanwhile at the meantime working to achieve a more influent status at the various world-wide discussing forum so as to fructify her goal of the peace consolidation policy across the continent.

Keywords: Africa, consolidation, demobilization, disarmament, reconstruction, peace.

INTRODUCTION

La stratégie de consolidation de la paix est l'une des politiques les plus importantes dans la dynamique de conception et de construction du développement dans les pays africains à travers les actions des gouvernements et des organisations internationales à caractère régional et sous régional. En effet, la nécessité de maintenir la paix, est aujourd'hui un engagement non seulement mondial, du fait de la forte implication de la communauté internationale mais aussi régionale parce que les organisations africaines donnent du poids à l'émergence des politiques visant à construire la paix pour le développement. La paix étant une préoccupation majeure pour les Etats modernes, soucieux de mettre fin aux conflits de toute nature et précisément aux conflits armés, cette question trouve donc une justification dans les logiques étatiques de restauration et de consolidation de la paix à travers les centres de démobilisations, désarmements et reconstruction dans la quasi-totalité des Etats en crise en Afrique. De l'Europe, en Asie en passant par l'Amérique, la politique de consolidation de la paix a toujours été mise au centre de toutes les négociations et accords internationaux faits dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies dont le rôle est justement de maintenir la paix dans le monde par tous les moyens de droit. Dans ce sens, les mécanismes de résolution des conflits mettent en lumière un schéma plutôt satisfaisant en présentant ces centres de démobilisation, désarmement et reconstruction qui, convient-il de dire est « le processus par lequel les armes sont enlevées aux combattants, qui quittent leurs organisations militaires respectives pour redevenir des civils »¹.

Robert Muggah pense qu'il s'agit d'un processus introduit à la suite d'un conflit qui vise principalement à assurer la transition des combattants à la vie civile². C'est dire en d'autres termes, qu'il s'agit d'un mécanisme de résolution des différends qui vise à réduire considérablement l'insécurité dans un espace en phase de sortie de crise. L'on peut donc tout d'abord aborder les DDR³ comme étant un moyen technique de faire sortir des zones de guerre, les combattants qui décident de tourner le dos au conflit en déposant ainsi les armes sans que cela ne puisse avoir un effet néfaste pour leurs vies. Ensuite, il faut lire ce programme comme un moyen de rendre les ex-combattants inactifs dans le cadre de la guerre tout en les préparant à une future insertion sociale. Enfin, c'est un motif qui donne à penser que la guerre prend fin en entamant la reconstruction des zones de guerre ayant subi les affres du conflit.

En Afrique, cette politique a été instituée tant par la communauté internationale que par les Etats en proie aux conflits. Alors que le continent fait face à de nombreuses crises internes, il faut dire que le phénomène a longtemps été négligé dans le continent avant d'être véritablement posé sur la table dans les

¹ LAMB Guy et STAINER Théo, « Le casse-tête de la coordination DDR. Le cas du Soudan du Sud », dans ASPJ-Afrique & francophonie, 3^e trimestre 2018, pp. 81-90.

² MUGGAH Robert, « no magic bullet : A critical perspective on disarmament, demobilization and reintegration (DDR) and weapons reduction in post-conflict contexts », in the round table, vol. 94, N°379, Avril, 2005, pp. 239-250.

³ DDR (centre de démobilisation, désarmement et reconstruction).

grandes conférences où l'on débat et décide sur les questions et préoccupations du monde. Cette institutionnalisation de la politique de consolidation de la paix a été faite dans un contexte particulier en ce sens que les conflits prenaient de plus en plus une ampleur considérable dans sa matérialisation en Afrique. Et précisément le phénomène est beaucoup plus observé dans les pays qui semblent riches en ressources naturelles, en matières premières ou ayant une position de choix sur la géopolitique du monde notamment dans la zone du golfe de Guinée qui charrie les appétits des grandes puissances. Étant entendu qu'aucun conflit sur un espace territorial n'est anodin, autrement dit, on peut toujours justifier les soupçons fondés sur les logiques du jeu des puissances dans la volonté de sauvegarder leurs intérêts. Car, en tout état de cause, dans les relations internationales comme en politique étrangère, « les Etats n'ont pas d'amis véritables, seuls leurs intérêts priment »⁴ sur le jeu d'alliance des différents acteurs en présence. Comme l'indiquent de nombreux rapports sur les conflits en Afrique, c'est peut-être le lieu de dire que les grandes puissances comme la France, les Etats Unis, l'Allemagne et la Belgique, ont été soupçonnées d'avoir une responsabilité dans la quasi-totalité des conflits armés en Afrique du fait de leur implication dans le phénomène de colonisation qui aujourd'hui s'affirme par le néocolonialisme⁵. De plus, une forte capacité économique et une présence considérable en matière première seraient à l'origine de la multiplicité des conflits armés en Afrique notamment dans la zone du bassin du lac Tchad⁶. Que ce soit au Soudan, en Libye, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Nigeria, ces puissances ont une responsabilité car tantôt elles ont une proximité présumée avec les financements des conflits et guerres tantôt elles participent aux processus de pacification des zones africaines en proie à la guerre⁷. La formulation de la politique de consolidation de la paix en Afrique repose donc à la fois sur une base internationale et nationale du fait de la nécessité de la paix dans le monde et aussi des enjeux considérables que revêt une telle contribution à la paix. Cet engagement de la communauté internationale à la formulation des décisions pour la paix se fait sous la bannière de la coopération en vue du développement, étant entendu qu'il ne peut y avoir développement sans consolidation de la paix et de la sécurité. Aujourd'hui, mieux qu'hier la coopération de l'Afrique a largement accru tout en mutant. Même si les considérations restent axées sur des logiques de domination et d'affirmation de puissance stratégique du Nord sur le Sud. C'est ce qui justifie d'ailleurs les sommets des grandes puissances avec l'Afrique notamment les sommets France-Afrique, Russie-Afrique, Etats-Unis-Afrique, qui viennent démontrer tout l'intérêt de ces puissances à renouveler à la fois les accords de coopération et de développement avec l'Afrique tout en modifiant les

⁴ Aron Raymond, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », dans *Revue Française de Science Politique* ? 1967, n°5, p. 83.

⁵⁵ Gazibo Mamoudou, « L'instabilité en Afrique et ses déterminants », Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2020, p. 120.

⁶ Ngbanda Nzambo Honoré, crimes organisés en Afrique centrale : révélations sur les réseaux rwandais et occidentaux, Paris, Duboiris, 2004, pp. 230-232.

⁷ Médard Jean-François, « France-Afrique : une Affaire de famille », dans Della porta et Meny Yves (Dir), *Démocratie et corruption en Europe*, Paris, la Découverte, 1995, p. 49.

modes de domination. Si l'Afrique est le continent qui regorge toutes les richesses naturelles, les hégémons du monde ont tout à gagner dans le jeu du contrôle de ces espaces territoriaux pour avoir le contrôle sur les richesses naturelles qui fonde leurs hégémonies. Dans un tel contexte, la consolidation de la paix s'avère clairement difficile malgré les politiques et stratégies menées dans le sens de maintenir et de consolider la paix dans le continent noir. Historiquement, depuis la période antique jusqu'à l'époque contemporaine, la paix a toujours été au centre des préoccupations des diverses sociétés humaines. A travers une analyse liée au temps et à l'espace, il est objectif de penser qu'au-delà des efforts de mondialisation du processus de construction de la paix, il existe toujours une logique de propension à la territorialisation de ces processus⁸.

S'agissant de la paix, il faut noter qu'elle s'appréhende comme un comportement social. Pour parler comme TOUYEM Pascal, la paix est une règle, une réalité sociale qui se construit de façon permanente par les différents acteurs sociaux sur qui reposent les individualités de cette construction⁹. La logique de construction de la paix est envisagée de façon duale en ce sens qu'on la perçoit d'abord comme une pensée et comme une pratique ; c'est pourquoi il existe une disparité à la fois dans les pensées et dans les pratiques permettant de construire la paix en conformité avec les concepts et la pacification sociale. De même, il faut dire en tout état de cause avec Lawson Boevi que « la paix est à la fois pensée comme une formulation cognitive et une démarche concrète dans les agissements, elle est perçue comme une réalité dans la conscience sociale »¹⁰. Autrement dit, la paix est d'abord une assimilation individuelle avant de s'appréhender collectivement dans les actions communes, c'est d'ailleurs ce qui justifie cette structuration duale de la conception de la paix individuelle. C'est dans cette perspective que les travaux de sociologie de la paix élaborés par Galtung Johan permettent de faire une distinction systématique entre les conceptions théoriques et les actions pratiques de construction de la paix¹¹. C'est dans ce contexte que cet auteur a pu ressortir les concepts de « *peace thinking* » et « *peace action* »¹². En tout état de cause, il faut établir la différence entre les pensées de construction de la paix qui s'opèrent dans l'adéquation entre les concepts et la pacification sociale en elle-même. La paix étant donc étroitement liée avec la question de développement, problématique pertinente pour l'Afrique qui visiblement se trouve être le continent des grandes richesses naturelles mais

⁸ WANGBA Joseph, « La dynamique de construction de la paix au Cameroun : conception théorique et approches pratiques, Le grenier des savoirs, volume 2, 2022, p. 3.

⁹ TOUYEM Pascal, Genre et gestion des conflits : esquisse de construction d'un paradigme endogène de la paix, Etude (broché), Edition Universitaires Européennes, 2019, p. 45.

¹⁰ Lawson Boevi, Les identités partagées comme facteur de paix et de stabilité : le cas du Bénin, Thèse de Doctorat en Science Politique de l'Université de Bordeaux 4, juillet 2013, p. 102.

¹¹ GALTUNG Johan, « *Theory of peace : A synthetic approach to peace thinking* », 1967, P-17-20.

¹² Distinction systématique fait par Galtung Johan entre les conceptions théoriques et les actions pratiques de construction de la paix. C'est dans ce contexte que cet auteur a pu ressortir les concepts de « *peace thinking* » résultant d'une philosophie mettant en avant des valeurs sociales partagées et « *peace action* » mettant en lumière les actions pratiques visant la construction de la paix.

dont la pauvreté et le sous-développement constituent le carrefour mitigé de la réflexion et des interrogations de bon nombre de chercheurs africains¹³. C'est donc pourquoi la politique de consolidation de la paix en Afrique est formulée sous le prisme des programmes de DDR qui permettent de parvenir à une paix durable, condition pour le développement qui ne peut s'envisager que si les combattants déposent les armes. Si l'Afrique veut véritablement amorcer son développement, il est nécessaire de construire une puissance capable d'imposer un nouveau paradigme au monde.

Le Cameroun qui a également un long passif concernant les conflits armés, notamment la guerre de libération des peuples contre la France connue sous l'appellation du maquis, la guerre de Bakassi contre le Nigeria, la guerre contre le Boko-Haram, la guerre contre la sécession dans les régions anglophones etc. Ainsi, avec la guerre contre la secte islamique Boko-Haram et la sécession anglophone, l'Etat du Cameroun fait l'expérience des centres spécialisés de prise en charge psychologique et sociale afin de permettre la réinsertion sociale des ex combattants et la reconstruction des zones détruites. En réalité, les centres de démobilisations, désarmements et reconstructions trouvent leurs justifications par le biais du Décret n°2018/719 du 30 novembre 2018 du président de la république portant création d'un comité national de désarmement, démobilisation et réintégration¹⁴ qui a donné des résultats acceptables dans la pacification définitive des zones de conflits. L'encadrement et la réinsertion sociale des ex-combattants qui sont pour la plupart des jeunes permettent de dire que les programmes DDR sont des pistes de solutions pour résoudre les problèmes de conflits. Que ce soit à Maroua dans l'Extrême-Nord, à Bamenda et Buea, les centres de démobilisations, désarmements et reconstructions ont été créés pour mettre définitivement un terme aux conflits armés au Cameroun. Cette politique s'inscrit dans la logique de la volonté des pouvoirs publics nationaux et des partenaires internationaux à consolider la paix et à régler efficacement les conflits armés.

Le concept de consolidation de la paix a été prononcé par le secrétaire général de l'organisation des Nations Unies (ONU), Boutros Boutros-Ghali dans l'agenda pour la paix en 1992, et considéré comme un supplément à la diplomatie préventive, au rétablissement et au maintien de la paix. En clair, il affirme donc ainsi la pertinence de l'action menée en vue de définir les structures propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités¹⁵, la mise en lumière de ce concept crée ainsi des perspectives nouvelles et ouvre éventuellement des pistes sur lesquelles s'inscrivent les acteurs de la scène internationale qui agissent de façon concertée à l'effet de maintenir la paix dans les zones où naissent et où perdurent les conflits. La consolidation de la paix s'appréhende comme étant une politique stratégique au sens d'une politique publique formulée et mise en œuvre

¹³ BOTOYIYE Geoffroy, BAMONY Pierre, "Pourquoi l'Afrique si riche est pourtant si pauvre ?", lectures en ligne, les comptes rendus, mis en ligne le 18 octobre 2010, consulté le 15 août 2023.

¹⁴ Décret n°2018/719 du 30 novembre 2018 du président de la république portant création d'un comité national de désarmement, démobilisation et réintégration.

¹⁵ Boutros Boutros-Ghali, secrétaire générale de l'organisation des Nations Unies, rapport de l'assemblée générale du conseil de sécurité, 1992, p. 6.

tant par les gouvernements africains que par la communauté internationale qui travaillent au quotidien à signer des accords et à faire voter des résolutions pour permettre une réalisation parfaite de la mise en œuvre de la consolidation de la paix. Nous pouvons dire avec Pierre Muller que le référentiel d'une politique permet d'« opérer un décodage du réel grâce à l'intervention d'opérateurs intellectuels qui permet de diminuer l'opacité du monde en définissant de nouveaux points d'appuis pour agir ; et d'opérer un recodage du réel à travers la définition de modes opératoires susceptibles de définir un programme d'action politique »¹⁶ étant entendu que pour mettre en œuvre une politique publique, cela nécessite des ressources disponibles et des solutions concevables doivent tenir compte de la conjoncture de l'espace géographique de la mise en œuvre. En clair, une politique est donc une stratégie, un plan ou un programme formulé et mis en œuvre par des acteurs à l'effet d'atteindre un objectif politique, tout en satisfaisant les populations et dans le cadre des programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction en Afrique, il faut dire que c'est une politique qui facilite grandement la résolution symbolique et tactique des conflits.

Si l'on fait une synthèse de tous les travaux de recherche qui tournent autour de la consolidation de la paix dans le monde et en Afrique, il ressortira clairement que la plupart de ces travaux de recherche montre que la faiblesse du continent noir constitue un problème majeur à la consolidation de la paix. Ainsi, nous pouvons mettre en lumière les travaux de Wangba Joseph qui contextualise la dynamique de construction de la paix au Cameroun en démontrant qu'elle est une valeur commune recherchée par l'humanité qui se matérialise par une forte territorialité où l'Etat se présente comme le cadre idéal de cette expression. C'est dans la même optique que Nzaou Paul présente les méthodes congolaises de résolution des conflits par la négociation et la pratique des symboles¹⁷. Tout ceci nous donne l'occasion de remettre au goût du jour la question de la pertinence des programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction des ex-combattants dans les pays concernés par les conflits armés à l'effet de construire la paix dans la perspective du développement. Et donc, l'analyse de la consolidation de la paix dans la dynamique de construction des politiques qui structurent la réponse des acteurs étatiques prise au niveau national et international. En tout état de cause, les auteurs ont effectué un balayage assez pertinent du champ qui permet de mieux comprendre le sujet de la construction d'une consolidation de la paix et les modalités qu'elles mettent en exergue dans le cadre des programmes de DDR en Afrique. Ainsi, la synthèse de l'état de l'Art sur la question ne prend pas en compte les différents acteurs contribuant à limiter les programmes de mise en œuvre des mécanismes de consolidation de la paix comme les DDR ainsi que les logiques de financement de ces politiques stratégiques de résolutions des conflits.

¹⁶ Hermet Guy, Badie Bertrand, *Dictionnaire de la Science Politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 266.

¹⁷ Nzaou Elton Paul, *Le Maintien de la paix en Afrique : l'expérience congolaise de la résolution de conflits*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 58.

Ainsi, pour combler cette lacune, le présent article s'intéresse principalement aux limites des programmes de démobilisations, désarmements et reconstructions dans la mise en œuvre de la politique de développement et de consolidation de la paix en Afrique. Il est donc plus que légitime de questionner la résurgence des conflits armés dans plusieurs pays africains malgré la création de multiples centres de DDR. Dès lors, nous sommes en droit de nous poser la question de savoir comment est formulée la politique de consolidation de la paix en Afrique en lien avec les programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction ? Cette analyse est centrée sur un cadre théorique qui met en lumière le constructivisme et l'interdépendance du centre vers la périphérie c'est-à-dire des pays du Nord vers les pays du Sud, interdépendance qui structure en réalité toutes les interactions dans la construction de la consolidation de la paix en Afrique. Avec l'implication des acteurs nationaux et internationaux dans les programmes de DDR, la paix devrait pourtant être envisagée de façon durable, facteur nécessaire à la construction du développement en Afrique. Prenant en considération l'historicité des conflits armés en Afrique et ces logiques de dépendance, il est question de construire une nouvelle dynamique de la paix par la résolution et la prévention des conflits à travers la vulgarisation et la capacitation des centres de démobilisation, désarmements et reconstructions. En ce sens, l'on comprend que les acteurs devraient plus mettre l'accent sur la communication des fonctions et modalités d'intégration desdits programmes, l'importance des centres en période de conflits. Au-delà, pour rendre plus concrets les programmes de DDR, il faudrait que les acteurs de ces politiques travaillent à augmenter la capacité de ces centres à l'effet de pouvoir répondre efficacement aux besoins de réintégrations, de désarmements des anciens combattants pour une pacification rapide des zones en conflits. Ce dont il est question ici, c'est justement de neutraliser tous les problèmes qui rendent faible, la consistance de la formulation de la politique africaine de consolidation de la paix et mettre en application la logique du décentrement qui fait que l'analyse de la paix soit orientée du haut vers le bas. Or, l'Afrique doit s'imposer sur l'arène mondiale afin de donner un sens endogène à la politique visant la résolution des conflits tout en construisant sa dynamique de développement qui ne peut se faire que par la paix et la sécurité.

Les données empiriques qui ont globalement été mobilisées dans notre étude tirent leurs sources tout d'abord d'un contexte africain globalement en proie aux conflits armés, mais aussi des informations et mécanismes organisant les centres de DDR dans certains pays africains. Le cas du Cameroun est un espace propice à la démonstration des rôles et des effets des centres de DDR. Et donc des entretiens informels ont été conduits avec les acteurs de la chaîne de la politique africaine de consolidation de la paix et du développement notamment les pouvoirs publics chargés de la gestion des centres de DDR, les militaires des forces de maintien de la paix des Nations Unies (casque bleu), les chefs traditionnels et les religieux. L'analyse de ces données permettent de comprendre la pertinence de la nécessité de consolider la paix, condition sine-qua-non au développement de l'Afrique, chose qui nous autorise donc à tester l'hypothèse selon laquelle nonobstant la résurgence des conflits armés en Afrique, le programme de DDR est

un mécanisme national et international de reconstruction de la paix dans les zones en conflits. Ainsi, pour mieux rendre compte de la pertinence de cette question, notre travail sera d'abord axé sur la démonstration du faible contenu de la politique africaine des DDR dans la consolidation de la paix avant de voir le rôle des acteurs dans cette construction.

I- L'INCONSISTANCE DE LA POLITIQUE DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE : la perturbation du processus de développement

Si L'Afrique est considérée comme le continent le plus riche du monde, c'est bien à cause de ses nombreuses matières premières et ressources naturelles qui attirent les convoitises des hégémons du système monde. En effet, l'Afrique souffre de sa faiblesse et de sa précarité, chose qui ne permet pas qu'elle sorte de l'ornière. Ces deux dernières décennies ont été prioritairement tournées vers le continent noir du fait de la résurgence des conflits armés dans plusieurs pays de ces zones du globe. Bien entendu, il faut admettre que si le continent est de plus en plus essaimé de conflits et de guerres tant internes que ceux mettant en scène les acteurs secondaires des relations internationales notamment les terroristes, les djihadistes, les bandes armées rebelles et sécessionnistes, c'est bien parce que cela répond de la mécanique mise en œuvre par les ennemis de la paix, entrepreneurs du « chaos »¹⁸ pour poursuivre la déstabilisation de l'Afrique à l'effet de mieux contrôler ses ressources. Ce qu'on appelle aujourd'hui néocolonialisme est bien l'idée que les chercheurs se font de la nouvelle relation mise en exergue entre l'Afrique et les grandes puissances. C'est donc en réalité, la continuité de la colonisation sous un autre visage.

Il faut clairement attirer l'attention sur l'inquiétude et vaste conjuration qui sous des formes diverses, tantôt brutales, tantôt insidieuses, tend à replacer l'Afrique sous le joug de l'occident¹⁹. De ce point de vue, le mouvement néocolonialiste que l'on voit se dessiner actuellement et qui aspire très certainement à la perfidie, à la confiscation plus souple, moins agressive, de la domination, de la reconquête pure et simple ou au maintien des avantages de l'ancien colonisateur, est loin d'être homogène. Tout ceci, dans le seul but de toujours maintenir l'Afrique dans le sous-développement, pauvre et dépendant, alors que la colonisation a rendu officiellement son tablier depuis de longue date. En réalité, l'Afrique est liée par des logiques de pesanteur de l'aide et de la coopération, elle est davantage liée parce qu'elle n'est pas maître de ses choix politiques, économiques et culturels, la plupart des pays africains est toujours lié à l'ex-puissance colonisatrice qui entend toujours préserver son empire afin d'assurer son prestige au plan international²⁰. Elle se cantonne sous l'effigie de l'aide que les Etats forts apportent aux Etats faibles mais en réalité on n'aide pas

¹⁸ Journal Jeune Afrique, septembre 2017, Expression utilisée par un ensemble de chercheurs africains pour mettre à nu le complot de déstabilisation de l'Afrique par une logique de crise, précisément les conflits armés.

¹⁹ <https://www.com/KWAME> Nkrumah le néo-colonialisme in Présence africaine, consulté en ligne le 10 juillet 2023.

²⁰ KOUA Maxime Tehoua, *Le néocolonialisme, fondement du sous-développement de l'Afrique*, Utvigare, éditions universitaires européennes, 2015, p. 77.

un ami à se développer si l'aide qu'on lui apporte ne l'aide pas à sortir de la dépendance. C'est d'ailleurs dans ce sens que Dambissa Moyo a affirmé en ces termes « l'aide n'est ni bonne ni mauvaise, elle est ce que les donateurs et les receveurs en font »²¹ comme pour dire que si l'intention de l'aide est négative, elle ne pourra nullement être d'une utilité.

Cette inconsistance de la politique de la consolidation de la paix en Afrique et donc des programmes de centres de DDR trouve sa justification dans la multiplication des conflits sur le continent. De plus en plus, les Etats sont attaqués de part et d'autre par le terrorisme et autres bandes armées protestataires des régimes en place. Cet état de fait montre clairement la faiblesse ou mieux encore les limites des programmes de DDR à véritablement restaurer la paix quand on sait que leur rôle majeur est de démobiliser et de désarmer les combattants tout en les réinsérant dans la société. Dans la plupart des pays en conflits en Afrique, la résolution des conflits par les négociations ou tout autre moyen a été un succès remarquable ce qui a également donné la possibilité au DDR de démobiliser un grand nombre d'ex- combattants. C'est le cas par exemple de la Côte d'Ivoire où la mission des Nations Unies a dénombré jusqu'à 100 000 combattants à démobiliser après le conflit postélectoral, au Sud Soudan les autorités ont lancé un programme de désarmement dans le but de réduire de 150 000 personnes les effectifs des forces et milices locales en vue d'enrayer la progression de la violence intercommunautaire, en Ouganda l'on a enregistré 20 000 ex-combattants ayant pris part au processus de DDR²².

En revanche, il faut également admettre que dans bon nombre de pays le programme n'a pas toujours connu un succès retentissant en raison de la poursuite violente des conflits. C'est le cas par exemple en République Démocratique du Congo où les tensions se font toujours ressentir, c'est aussi le cas dans les régions anglophones du Cameroun bien qu'il faille rappeler que le programme a été efficacement mis en œuvre dans la régions de l'Extrême Nord du même pays dans le cadre de la guerre contre le Boko-Haram. C'est encore le cas de la République Centrafricaine où les conflits persistent dans la grande majorité des régions du pays et la présence des forces militaires étrangères est perceptible sur le terrain. C'est le cas du Mali qui vit de façon constante les effets de nuisance du terrorisme et le phénomène de coup d'Etat militaire. Ce dont nous parlons, est en réalité une affirmation de la possibilité d'échec des programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction en Afrique au regard de la constante résurgence des conflits dans les zones ayant précédemment fait face aux conflits armés et dont le but du DDR était de pacifier ces zones. Qu'est-ce qui peut donc expliquer cette résurgence des conflits²³.

²¹ DAMBISSA Moyo, *L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, JC Lattès, 2009, p. 66.

²² NZEKANI ZENA Prosper, « Leçons et limites du DDR en Afrique », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, N°24, janvier 2013, p. 2.

²³ PASCO Xavier, « Le désordre international comme cadre d'action politique », Centre de recherches et d'études sur les stratégies et les technologies, école polytechnique, lecture en ligne université de Picardie jules verne, p. 11.

A- Le rôle mitigé des DDR dans la résolution des conflits armés en Afrique

Depuis plusieurs décennies, le continent africain fait face à de nombreux conflits armés qui contribuent à freiner son processus de libération et de développement du continent noir. En réalité, si l'on considère les logiques de concentration de la politique mondiale en matière de paix et de sécurité, il va s'avérer fort opportun de prendre en compte d'un côté l'hyper présence des grandes puissances du monde capitaliste dans la formulation et l'orientation des politiques de développement et de consolidation de la paix en Afrique et de l'autre côté la grande inertie de l'Afrique, faisant sa grande muette face à la configuration du monde sans cesse en mutation et en permanente renégociation. En effet, le rôle des programmes de démobilisation, de désarmement et réinsertion en Afrique se cantonne essentiellement à mettre tout en œuvre pour prendre en charge les ex-combattants, procède à leurs désarmements et à leurs réinsertions au sein du système social, processus difficile du fait de la longue déconnexion avec la véritable vie sociale. Il est donc clair que si la politique de mise en œuvre des programmes de DDR est mal formulée, elle ne va pas aider à rétablir une paix durable compte tenu du fait que cela pourrait permettre la reprise des conflits. En revanche, il faut dire que la réintégration constitue un processus beaucoup plus long et complexe, elle implique en effet la mise en contexte de formation, la resocialisation des ex-combattants, faciliter leurs réinstallation dans les milieux sociaux. C'est sans doute ce qui justifie la reprise constante des conflits dans divers pays du continent africain où certains Etats font face à plusieurs conflits de façon successive. Tantôt de nouveaux conflits armés, tantôt des reprises de conflits ou encore des phénomènes de contagion ou des attaques terroristes par la pénétration armée des frontières des Etats voisins. Comme ça a été le cas avec la guerre du Boko-Haram partie du Nigeria, a fait son incursion au Cameroun.

En plus, quand on dit que les programmes de DDR sont mitigés c'est pour faire référence au fait que d'une part il semble présenter des résultats positifs et d'autres part les résultats qu'ils mettent en lumière s'avèrent inefficaces pour mettre véritablement fin aux conflits. Car du simple fait que ces programmes demeurent opérationnels pendant de longues années est un élément concret qui démontre que ce sont des politiques à long terme nécessitant donc des moyens financiers considérables. De même, cette logique nous permet de questionner la finalité des centres de DDR en cherchant à comprendre quels sont les effets réels de ces programmes dans la consolidation de la paix en Afrique étant entendu que malgré leur mise en œuvre l'on observe la recrudescence des conflits armés. Comment ces programmes envisagent la vie des anciens combattants après leur passage dans ces centres de démobilisation, désarmements et reconstruction, au regard de la consistance et de la symbolique des revendications de base qui motivent souvent leur engagement dans les groupes armés contestataires des Etats. De cette façon, de par l'identification de cette préoccupation, les Etats et les organisations internationales agissant pour la mise en œuvre de ces politiques devraient mieux organiser leur développement et traitement pour la construction durable de la paix en Afrique. En réalité, une telle idée donne lieu de penser qu'il

faut faire une spécification technique de la formulation et de la mise en œuvre de la politique africaine de développement pour la paix à travers les DDR. Il faut également admettre que les opérations de consolidation de la paix sont difficiles et complexes mais l'on pourrait dire que les politiques fonctionnent comme des dynamiques de réparations matérielles en ce sens qu'elles viennent apporter une solution à un problème précis. Si le programme veut être efficace, il faut peut-être envisager sa formulation et son traitement dans la logique de la conquête des ex-combattants pour mieux les démobiliser, désarmer et reconstruire toutes ces personnes organisées dans les groupes terroristes et djihadistes. Tout d'abord, concernant le premier point il faut aborder les programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction comme étant des modalités stratégiques de reprise du cours normal de la vie après de longs moments de conflits armés, de destruction des biens, des tueries et pertes considérables en vies humaines. Lorsque le programme fait l'objet d'une réflexion pertinente, d'un traitement sérieux, il réussit assurément et donne lieu de constater un retour considérable à la paix qui se manifeste par le dépôt des armes, l'organisation de dialogue pour la paix et le développement. La pertinence des programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction facilite la réintégration et la réinsertion des anciens combattants tout en leur donnant un cadre approprié pour renouer avec les valeurs et pratiques de la république. Cependant, la politique met en œuvre des centres qui accueillent des jeunes citoyens qui acceptent d'être pris en charge et de bénéficier d'un accompagnement tant sanitaire que psychologique avec des formations socioprofessionnelles. En clair, Il convient de dire que les programmes en question contribuent effectivement à donner un sens concret à la politique de consolidation de la paix et partant d'une dynamique de reconstruction de la paix dans la perspective du développement qui se trouve être le point commun de la quasi-totalité des pays du continent. Par la suite, il faut clairement indiquer que la consolidation de la paix n'est pas et ne sera jamais un long fleuve tranquille en Afrique. Car, c'est une construction sociale permanente qui nécessite la prise en compte des acteurs de tout genre qui entrent dans l'analyse de cette politique, des modalités sociales et anthropologiques, ainsi que les préoccupations véritables des ex-combattants principalement concernés dans ce programme. De cette façon, lorsque la politique de consolidation est mal formulée et mal orientée, cela débouchera inévitablement à un échec de la mise en œuvre opérationnelle des centres de DDR.

B- L'inadéquation du programme de DDR avec les attentes des ex-combattants

Dans plusieurs Etats africains en proie aux conflits armés, bon nombre d'ex-combattants ont systématiquement refusé d'intégrer les programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction, du simple fait de la rupture de confiance avec les acteurs impliqués dans la chaîne de gestion et de mise en œuvre des centres de DDR. En effet, lorsque les préoccupations majeures des ex-combattants ne sont pas considérées, il devient clair que ces derniers seront moins enclins à adhérer au programme. Si l'on considère qu'après la démobilisation, désarmement et reconstruction, c'est la réintégration ou même la réinsertion qui

semblent très souvent poser problème. Car, comme nous l'avons dit précédemment, elle est tout d'abord longue, elle nécessite la mobilisation des moyens financiers importants et des ressources multiples. Par exemple pour une meilleure réinsertion sociale, il faut envisager la création d'emplois, la mise en route des projets jeunes, surtout que ce sont ces actions favorables qui devraient encourager les téméraires à déposer eux aussi les armes. C'est d'ailleurs ce qui ressort des enquêtes menées près des ex-combattants de Sierra Leone qui ont indiqué que les programmes de DDR devaient « mieux comprendre les motivations des participants, formés par leurs expériences de guerre, leurs relations sociales, leurs origines, leurs richesses et leurs aptitudes, pour définitivement briser les liens qu'ils entretenaient avec des groupes armés et les réinsérer au sein des communautés civiles »²⁴. C'est aussi le lieu d'indiquer que cette réticence des ex-combattants à intégrer les centres de DDR a été observée au Cameroun précisément dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les entretiens que nous avons eus avec les populations font état de ce que les combattants sécessionnistes ne font pas confiance au gouvernement qui est à l'origine de leur malheur et même du conflit dont ils sont acteurs factuels²⁵. Par ailleurs, il y a cette faible considération dans la formulation des politiques et objectifs de ces programmes qui détermine la plupart du temps leur inconsistance. En effet, la viabilité d'une campagne de DDR dépend souvent des conditions préexistantes, indépendantes des participants ou de la mise en place de la campagne. C'est le cas de la fin d'un conflit qui a inéluctablement des implications importantes pour le désarmement qui s'ensuit. En Afrique, ceci se justifie par le fait que les conflits s'achèvent de plus en plus par des règlements négociés, et les accords de paix qui en résultent comprennent en général des dispositions en matière de programmes de DDR. Cependant, il faut admettre que certains accords sont plus détaillés que d'autres, c'est ainsi qu'à la suite du conflit en RDC, l'accord global et inclusif sur la transition ne comprenait que peu de renseignements précis sur les objectifs et les processus du programme, il ne mentionnait le désarmement qu'en deux points dont les détails relevaient du conseil supérieur de la défense, un conseil qui faut-il le rappeler ne s'est jamais réuni. Et donc les signataires s'engageaient essentiellement au programme de DDR sans avoir convenu de ce que cela impliquait²⁶. Lorsque les ex-combattants n'adhèrent pas au programme, cela peut éventuellement être un moyen d'aggravation et de rebondissement du conflit, ce qui constitue une limite majeure à la politique de consolidation de la paix en Afrique.

Il existe également des logiques de déstabilisation interne de la politique de consolidation de la paix sur le continent. Cela est perceptible par les actions de coups d'Etat milliaires à répétition dans bon nombre de pays africains mettant

²⁴ RUGUMAMU Séverine et GBLA Osman, « studies in reconstruction and capacity building in post-conflict countries in Africa : somme lessons from Sierra Leone », The african capacity building foundation, mai 2004, p.14.

²⁵ Entretien le 26 janvier 2022 avec un jeune déplacé interne de la région du Nord-Ouest vivant à Yaoundé.

²⁶ NZEKANI ZENA Prosper, « Leçons et limites du DDR en Afrique, centre d'études stratégiques de l'Afrique », Bulletin de la sécurité africaine, N°24, janvier 2013, p.7.

ainsi en péril la paix et la sécurité à l'intérieur des frontières de ces Etats. Ces opérations de prise de pouvoir par la force est un moyen mis en place par des hommes d'armes pour imposer un nouveau mode inconstitutionnel de dévolution du pouvoir qui crée malheureusement la rupture avec les normes en vigueur, contribuant ainsi à fragiliser la consolidation de la paix²⁷. Ces arguments vont également dans la logique du gain qu'ils tirent dans les conflits qu'on pourrait qualifier d'économie de guerre. Ils mettent en place des stratégies pour encourager la continuité de la guerre car leur intérêt est justement de voir les conflits perdurer utilisant leurs contacts au sein des milices pour accentuer le refus de déposer les armes par les milices. Et donc de refouler les programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction ayant cours dans ces zones de conflit. Dans cette perspective, les programmes de DDR dépendent très souvent d'un certain nombre d'éléments objectifs pour sa parfaite intégration en milieu hostile, à l'effet de restaurer la paix où la guerre prend véritablement le dessus. Toutefois, ces programmes ne constituent nullement une panacée à l'instabilité et aux conflits en Afrique car les facteurs de conflit tel que les déséquilibres de pouvoirs politiques et économiques, les coups d'Etat et autres tendances communautaires qui alimentent les griefs pendant les conflits et les trafics illégaux qui motivent l'autodéfense des communautés. En tout état de cause, les conflits peuvent perdurer, s'intensifier sous l'effet des facteurs complètement indépendants des programmes de DDR, et donc en l'absence d'une stratégie de développement viable favorisant la reprise économique post-conflit. Même les programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction les mieux organisés éprouveront de grandes difficultés pour réintégrer les ex-combattants dans la vie civile productive car tout dépend du contexte, de la manière dont les politiques sont orientées et formulées, de comment on les formalise et les met en œuvre. De façon plus claire, nous pouvons dire que les programmes de DDR, bien que nécessaires ne peuvent garantir tous seuls la consolidation de la paix en Afrique car ces programmes obéissent à plusieurs facteurs qui justifient ces limites opérationnelles.

II- LA DYNAMIQUE DE PRESSION DES ACTEURS DES RELATIONS INTERNATIONALES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE : entre dépendance et frein au développement

L'alternance entre les phénomènes de la paix et de la guerre est très souvent perçue comme un mécanisme de structuration des interactions entre forces vives à l'intérieur d'un espace territorial mais aussi entre Etats sur la scène internationale. Ainsi, la dynamique de mise en œuvre de la politique africaine de développement et de consolidation de la paix se matérialise à la fois au plan national et international. D'abord par des logiques de pression des acteurs internationaux notamment les instances de gouvernance mondiale (l'ONU, l'OMS, la Banque Mondiale etc.), les organisations internationales, les

²⁷ YAKEMTCHOUK Romain, « Coups d'Etat militaires en Afrique dans leurs incidences internationales », *Studia diplomatica*, vol.38, n°1, 1985, pp. 43-45.

organisations non gouvernementales et les grandes puissances qui contribuent à influencer la mise en œuvre des politiques favorables à la consolidation de la paix. Ensuite, au plan interne, c'est-à-dire à l'intérieur des Etats où se déploie ces conflits en Afrique, cette logique se met en exergue par les pressions sociales émanant des acteurs de la société civile, des communautés, les groupes de pression comme les partis politiques qui se mobilisent pour attirer l'attention des gouvernants dans la formulation des politiques visant la paix durable. Ces acteurs sociaux jouent donc un rôle prépondérant dans la conception et le développement des solutions pour aboutir à une parfaite mise en œuvre des décisions étatiques et infra étatiques qui permettent de consolider la paix. En effet, par pression sociale, il faut entrevoir la « mobilisation de l'opinion publique, des médias faisant front avec un gouvernement ou une institution, pour le (la) contraindre à mettre en œuvre des politiques, changer celle qui ne cadre pas avec la réalité sociale. C'est aussi un moyen stratégique pour faire reconnaître des droits, d'imposer la volonté du peuple à la minorité gouvernementale qui dirige en vue de résoudre un problème d'ordre social existant²⁸. C'est d'ailleurs dans ce sens que bon nombre d'acteurs sont intervenus dans la logique de pression pour non seulement faire émerger cette politique démobilisation, désarmement et reconstruction en Afrique et précisément dans les pays en proie aux conflits armés. C'est dans ce sens que ces programmes sont mis en œuvre dans des zones de conflits au Cameroun notamment dans les régions de l'Extrême Nord et dans les régions anglophones. Dans cette logique, la compréhension de cette partie est orientée vers le rôle et l'impact des acteurs dans les opérations de consolidation de la paix en Afrique étant entendu que si les programmes de DDR répondent favorablement à la dynamique de paix, c'est dire que c'est une politique qu'il faut davantage implémenter. Ce programme est mis en œuvre au Cameroun depuis 2018 à la faveur du décret présidentiel portant création du comité national de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) des ex-combattants pour mettre fin aux conflits armés contre Boko-Haram et la sécession anglophone. De même, ce rôle des acteurs des politiques se poursuit jusqu'à la reconstruction des zones sinistrées lors de la matérialisation des affrontements démontrant que l'activité de consolidation de la paix est une construction permanente²⁹. En réalité, ce décret vient ainsi répondre aux besoins de sécurité formulés par les populations locales victimes du conflit armé qui oppose les forces sécuritaires aux groupes rebelles dissidents dans les régions anglophones du pays.

A- Les acteurs internationaux dans la dynamique de pression de la mise en œuvre des politiques de consolidation de la paix en Afrique

Si la communauté internationale existe, c'est bien en raison de l'extrême nécessité de mettre en place un système de contrôle et de surveillance mondiale. Ce système ayant bien entendu un rôle majeur dans la formulation et la mise en

²⁸ LAKEHAL Mokhtar, *Dictionnaire de science politique. Les 1500 termes politique et diplomatiques pour rédiger ; comprendre et répondre au discours politique*, 4eme Edition revue et mise à jour, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 314.

²⁹ Décret n°2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du comité national de démobilisation, désarmement et réintégration.

route des politiques globales dans plusieurs domaines. Ainsi, en ce qui concerne le domaine de la sécurité, et précisément de l'apport extérieur à la résolution des conflits en Afrique, les pressions ont été portées par les partenaires bilatéraux, multilatéraux ainsi que les partenaires non-étatiques. Dans ce sens, l'organisation des Nations Unies, de concert avec le conseil de sécurité et tous les autres organes spécialisés de l'institution travaillent à maintenir la paix dans le monde. Ce qui a considérablement facilité le retour au calme dans plusieurs pays, un apport non seulement dans les pressions pour la paix mais aussi dans l'accompagnement post-conflits. C'est d'ailleurs ce rôle qui a été assigné à l'ONU depuis 1945, le maintien de la paix dans le monde par tous les moyens légaux³⁰. Depuis lors, même si les actions de l'organisation donnent l'impression d'être appliquées sous l'effet d'une politique de deux poids deux mesures, il faut admettre que cette organisation ne ménage aucun effort pour faciliter le dialogue en temps de guerre, pour restaurer et consolider la paix, financer les activités et programmes de reconstruction et de réinsertion des ex-combattants. Il faut également dire que de nombreuses actions des acteurs internationaux contribuent à faciliter l'amélioration de l'action gouvernementale en matière de résolution des conflits armés dans certains pays africains. C'est par exemple le cas du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Congo et de la République Centrafricaine qui ont bénéficié d'un appui significatif dans la lutte contre les conflits mais aussi dans les pressions pour la formulation de la politique de consolidation de la paix en Afrique³¹.

En réalité, l'apport des grandes puissances dans la lutte contre les conflits armés en Afrique est perçu comme un effet de solidarité internationale où les pays amis se soutiennent mutuellement. Cette solidarité facilite la création d'une aide internationale où les Etats éprouvent de la compassion pour leurs partenaires, s'entraide tout en mettant en avant leurs intérêts. Ainsi, à travers les discours, les missions diplomatiques, les courriers et autres mécanismes qui ont été déployés par les grandes puissances partenaires de l'Afrique pour apporter un appui à la pacification des territoires du continent noir en proie à des violences armées répétées. C'est le cas par exemple des discours de la France et du Royaume-Uni donnant leurs points de vue sur la situation sécuritaire de plus en plus dégradante du Cameroun, prônant ainsi la résolution pacifique du conflit c'est-à-dire par la voie du dialogue³². C'est aussi le cas de la France dans la résolution du conflit post-électorale de 2009 en Côte d'Ivoire, à travers ses soldats et ses organisations non gouvernementales. Cette perspective de multiplication des conflits armés en Afrique qui s'organise par des bandes armées et terroristes, agissent sous l'effet de

³⁰ Charte des Nations Unies, voir à l'article 1 (1) qui stipule que les Etats membres doivent « réaliser par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international susceptibles de mener à une rupture de la paix.

³¹ Myrto Hatzigeorgopoulos, « La gestion internationale des conflits africains : prévenir, protéger et projeter, Sécurité et Stratégie, n°129, Décembre 2016, p. 120-222.

³² Journal du Cameroun, 19 mai 2018, cité par le commissariat général aux refugies et aux apatrides, Cameroun. La crise anglophone : situation sécuritaire, 1ER mai 2019, P.18.

la polarisation d'« un monde sans souveraineté »³³ qui perpétue le crime, la violence. Organisant de cette manière le désordre internationale, violant le respect du principe de souveraineté des Etats et le respect des frontières. La paix est donc une préoccupation planétaire, qui concerne tous les pays du monde, la plupart des grandes puissances sont favorables à maintenir la paix en Afrique et accompagnent d'ailleurs les actions de préventions, de maintien et de consolidation de cette paix. De plus, si l'action de certaines puissances contribue à résoudre les conflits sur le continent, il apparaît évident que d'autres puissances sont à l'origine de nombreux conflits armés observés de part et d'autre, c'est d'ailleurs pourquoi nous avons évoqué la thèse du néo-colonialisme pour mettre en lumière la nouvelle stratégie de pillage et d'appauvrissement de l'Afrique par les grands de la mondialisation. C'est davantage ce paradigme de perpétuation de la domination du monde qui motive les actions des acteurs supra étatiques dans la quête de la paix et de la démonstration de puissance par la guerre. En Afrique, les conflits sont de plus en plus dûs soit à une mauvaise organisation des élections tant locales qu'au sommet de l'Etat, c'est ce qui justifie par exemple la montée des tensions au Mali en 2017 et 2018 du fait du non-respect du calendrier électoral et donc d'une mauvaise organisation du processus électoral. Cette situation a contribué à la survenance de vives tensions et affrontements, causés soit par le positionnement des élites africaines dociles aux grandes puissances et contestées par le peuple, soit encore par un complot de coup d'Etat ou de déstabilisation matérialisé par l'incursion des bandes armées diverses.

Au-delà des réticences entre le Mali et la France sur la question de l'appui à la lutte contre les conflits et principalement du terrorisme, il faut dire que l'Union Européenne s'est toujours investie conséquemment dans le dossier malien en apportant un soutien diplomatique, financier et militaire direct, l'on parle d'une aide budgétaire de 71 millions d'euros (soit 45,5 milliards de franc CFA)³⁴. Cette aide financière se construit aussi dans l'accompagnement des centres de démobilisation, désarmements et reconstruction qui fut une mesure centrale de l'accord de paix signé en juin 2015 entre le gouvernement du Mali et les deux coalitions de mouvements signataires. Cet accord de paix avait comme particularité d'intégrer les ex-combattants non seulement dans les forces de sécurité et de défense mais aussi en facilitant leur retour à la vie civile en passant par ces centres³⁵. Malgré l'intervention de la force barkhane qui a succédé à l'opération serval tous deux menés par la France au Mali, la situation sécuritaire est restée inquiétante dans cette partie du continent. Aujourd'hui encore, malgré le départ forcé de la France par les militaires putschistes au pouvoir, le Mali fait toujours face à des crises internes importantes dues aux multiples mouvements de coups d'Etat militaires qui dénaturent l'ordre constitutionnel dans ce pays. Si

³³ BADIE Bertrand, *Un monde sans souveraineté, les Etats entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, , 1999, p. 17.

³⁴ Le contexte sécuritaire au nord et centre du Mali : les jeux d'acteurs à l'horizon 2019, Programme humanitaire et développement, Août 2018, p. 5-7.

³⁵ Savey Anne, Boisvert marc-André, « Le processus de Désarmement -Démobilisation - Réinsertion (DDR) au Mali : un parcours semé d'embûches », Fondation pour la Recherche Stratégique, Décembre 2018, p. 6.

l'action des grandes puissances présente une suspicion, il faut comprendre par-là, des moyens mis en œuvre pour atteindre un seul objectif, un meilleur contrôle des ressources naturelles et des matières premières nécessaires pour les industries des hégémons capitalistiques, appauvrissant davantage l'Afrique par un pillage à nulle autre pareille.

Néanmoins, au-delà des considérations d'ordre géopolitique l'apport des grandes puissances reste essentiel et nécessaire pour le maintien et la consolidation de la paix en Afrique. Même s'il est vrai que l'Afrique a besoin de se forger elle-même un mécanisme et une politique de développement solide et unique pour faire entendre sa voix au sein des grandes instances de débat et de prise de décision mondiale afin de compter au même titre que l'Asie, l'Amérique, et l'Europe. C'est donc ce qui justifie la forte implication des acteurs multilatéraux dans les politiques gouvernementales de gestion des conflits armés. L'Union Africaine joue également un rôle majeur dans les pressions et la formulation des politiques de consolidation de la paix dans les pays en proie aux conflits récurrents comme c'est le cas au Tchad où l'institution s'est prononcée tout récemment à travers son secrétaire général pour contester le coup d'Etat militaire, demandant ainsi aux putschistes de « réinstaurer l'ordre constitutionnel en organisant des élections pendant la transition ». Au Cameroun l'institution régionale s'est également prononcée par une résolution en invitant le gouvernement de la république à prendre ses responsabilités. Où « depuis 2016, suite aux répressions brutales des revendications pacifiques des avocats, enseignants et membres de la société civile des régions anglophones (...) mettre fin à la marginalisation et obtenir une meilleure prise en charge de ces régions en termes de développement et d'infrastructures par le gouvernement camerounais »³⁶. Au demeurant, L'Union Africaine travaille à formuler une politique de maintien de la paix axée sur le dialogue et se démarque ainsi en mettant en avant une politique pacifique de résolution des conflits en accord avec les Etats membres de l'organisation. Ces orientations et actions cadrent bien avec les programmes de DDR qui sont des mécanismes pacifiques de retour à la paix et à la sécurité car l'Afrique se présente comme « la région du monde la plus affectée par les luttes armées où les crises politiques porteuses des germes de guerre »³⁷. En tout état de cause le continent noir met sur pied de plus en plus une politique de *soft power* plus orientée par les logiques de dialogue et de programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction pour maintenir et consolider la paix dans les Etats en conflits.

³⁶ Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, « résolution sur la situation des droits de l'homme au Cameroun », résolution 395, 62^e session ordinaire, 2018, cité par CHRDA, rapport sommaire. La crise au Cameroun. Les preuves des violations des droits humains et des crimes contre l'humanité, juin 2019, p.7.

³⁷ METOU Brusil Miranda, « La médiation de l'Union Africaine dans la résolution des crises internes de ses Etats membres », *Revue Québécoise de Droit International*, vol. 31, 2018, p. 4.

B- Les acteurs nationaux dans la dynamique de pression de la mise en œuvre des politiques de consolidation de la paix en Afrique

La politique de consolidation de la paix en Afrique mobilise plusieurs acteurs étatiques dans la logique de pression en matière de résolution des conflits. Il faut dire que cette politique de prévention de conflit et de consolidation de la paix est d'abord nationale, car chaque Etat formule des politiques sectorielles dans le sens de prévenir la paix et de la consolider. Ensuite, reconnaissons que c'est une dynamique qui prend sens du haut vers le bas. De cette façon, au plan interne les Etats en conflit s'arriment au principe de conformité des accords internationaux. Au Cameroun, par exemple la pression sociale au plan interne s'est faite ressentir par bon nombre d'acteurs qui participent aux processus de résolution des conflits, notamment des femmes et hommes politiques, les acteurs religieux et chefs traditionnels dans le but d'amener les pouvoirs publics à formuler des politiques visant à construire la paix et le développement de façon durable. Si le programme de démobilisation, désarmement et reconstruction a vu le jour en 2018 dans les zones en crise de ce pays, c'est bien du fait des pressions des communautés locales interpellant le gouvernement au sujet des méfaits du conflit. C'est donc par ce moyen de forte mobilisation que les populations locales sollicitent l'aide du gouvernement pour résoudre le conflit. En Afrique, les conflits armés entraînent d'énormes conséquences à travers les déplacements internes et externes qui concernent les familles, qu'il convient d'appréhender comme « l'ensemble de personnes liées entre elles par un lien de parenté ou d'alliance qui naît du mariage »³⁸, et donc considérées au premier rang comme victimes d'où leurs revendications croissantes pour la paix car elles constituent les cibles privilégiées des combattants radicalisés par qui elles subissent des traumatismes psychologiques et physiques.

Au-delà des communautés constituées en famille, il faut également faire mention de l'apport des femmes dans la dynamique de pression pour la formulation des programmes de DDR. Ça a été le cas en République Centrafricaine où les femmes de la société civile ont manifesté pour réclamer la fin du conflit, au Cameroun cela a été significatif par les lamentations des femmes de la région du Nord-Ouest lors de la marche de paix à Bamenda vêtues de noir, tenant l'arbre de la paix³⁹. Les actions sont menées par les femmes qui de plus en plus ne restent plus à l'arrière-plan des questions de conflits, mais prennent de la place, s'imposent bien que les possibilités de participation au processus de pacification restent faibles. Les femmes d'hier, marginalisées, sans possibilités de prise de paroles publiques aujourd'hui bravent toutes les barrières pour se faire entendre, en réalité, l'implication des femmes dans la politique africaine de consolidation de la paix pourrait s'avérer très satisfaisante pour non seulement prévenir les conflits, mais aussi faciliter le dialogue et la réinsertion. La réintégration se présente comme le processus le plus difficile dans la mise en

³⁸ VASSEUR-LAMBRY Fanny, *La famille et la convention européenne des droits de l'homme*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 2.

³⁹ Journal BBC new Afrique, « Au Cameroun, les femmes manifestent pour la paix en zone anglophone », <http://www.bbc/afrique>, mai 2019.

œuvre des politiques et programmes de DDR. En outre, compte tenu de la pertinence des accords internationaux et des résolutions des instances de l'organisation des Nations Unies notamment la résolution 1325 du Conseil de sécurité qui stipule l'implication des femmes dans les processus de paix et de sécurité, le processus serait davantage plus crédible et équilibré en raison de l'application du facteur genre. Car des actions de cette nature démontrent à suffisance que les femmes sont des acteurs de poids pour rendre plus dynamique la politique de développement en Afrique⁴⁰.

Les acteurs politiques nationaux et la société civile des Etats africains en conflit travaillent à construire une politique nationale forte pour consolider la paix en zones de guerre. Les acteurs politiques et donc la classe politique en générale, l'opposition en particulier montent au créneau pour dénoncer les affres des conflits. Non pas pour profiter des conflits ou pour élaborer leurs programmes politiques, mais pour contribuer en donnant des pistes de solution par leurs prises de paroles tant sur les plateaux de télévision qu'au sein des instances parlementaires. Cela a été perceptible au Cameroun avec le Social democratic Front qui s'est illustré par ses parlementaires pour faire pression à l'effet de régler le conflit et faire place à la paix. Même si les pouvoirs publics semblent indifférents à ces pressions, l'on constate que cette mécanique porte souvent de bons fruits en ce sens que des politiques sont formulées pour atténuer et mettre fin aux conflits. Dans ce même engrenage, il y a également la prise en charge des populations déplacées avec l'appui des partenaires internationaux et du Haut-Commissariat des Réfugiés (UNHCR) dans les zones en conflits en Afrique⁴¹. La société civile africaine étant très active dans la construction de la paix, interagit de façon permanente avec les acteurs du pouvoir et est très souvent associée aux programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction lors des conflits en Afrique, sur les tables de négociation et de dialogue. Du fait de la précarité qui prévaut sur le continent, l'apport de la communauté internationale sous le visage de solidarité internationale permet d'atténuer les conflits tout en apportant un soutien aux personnes victimes et prisonniers de la guerre, à l'effet de consolider et de résoudre les conflits en Afrique.

CONCLUSION

A l'issue de cette analyse sur la politique africaine de développement et de consolidation de la paix sous le prisme des programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction (DDR), il est important de retenir que la construction de la paix en Afrique est une construction qui semble limitée au regard de la constante résurgence des conflits dans les pays de ce continent. Ainsi,

⁴⁰ Plan d'action stratégique pour les objectifs de développements durable (ODD), ce plan met en avant l'égalité des sexes qui constitue le meilleur moyen de surmonter certains défis les plus urgents de notre époque et plus précisément dans la réalisation de la politique de résolution des conflits, ONU-FEMMES.

⁴¹ Rapport officiel du haut-commissariat des réfugiés des Nations Unies, UNHCR, 2020. Voir aussi dans le rapport la situation des populations déplacées dans le cadre des conflits ayant cours en République Centrafricaine, au Cameroun, au Mali et au Tchad.

la faiblesse de l'Afrique ne l'aide pas véritablement à s'imposer sur la scène internationale qui met les acteurs en compétition, où les grandes puissances détiennent les cartes du jeu mondial et semblent nuire à la souveraineté des Etats africains jouant ainsi un grand rôle dans la perpétuation des conflits. L'Afrique est un continent qui attire énormément du fait de son immense potentiel en matières premières et de la richesse de son sous-sol, malheureusement cette forte convoitise motive la multiplication des crises engagées par les entrepreneurs de la guerre à l'effet de perturber sa croissance mais aussi de mettre en place un système de contrôle des ressources. De ce fait, la politique de développement et de consolidation de la paix en Afrique est pensée à la fois par les grandes puissances, par les organisations internationales, par les instances de gouvernances régionales et sous régionales du continent et les différents Etats. Ce qui justifierait l'inconsistance de la politique de maintien de la paix qui au lieu d'être exclusivement endogène est également exogène.

In fine, dans la dynamique d'analyse du processus de construction de la consolidation de la paix, les limites matérielles observées dans différents contextes de conflits en Afrique montrent qu'au-delà des perspectives structurelles, des actions sont menées pour lutter contre les conflits armés. Ainsi, la mise en débat des programmes de démobilisation, désarmement et reconstruction dans la logique de construction et de consolidation d'une paix durable permet de remettre au goût du jour l'inconsistance ou la faiblesse de la politique de résolution des conflits dans les différents pays en proie aux conflits armés en Afrique, principalement au Cameroun, en République Centrafricaine, au Mali et au Tchad. Cette question nous interpelle à plus d'un titre sur la pertinence de l'amélioration des politiques de mise en œuvre des programmes de DDR dans les pays en conflits, sur la nécessité de réflexion pour formuler des mécanismes politiques et juridiques de réduction de la résurgence des conflits en Afrique.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGO Ela, La prévention des conflits en Afrique centrale. Prospective par une culture de la paix, Paris, Karthala, 2001.
- ATEBA Bertrand, L'aide internationale à la démocratisation de l'Afrique subsaharienne : entre intentions vertueuses et rémanence néocoloniale et autoritaristes, 2016.
- ARON Raymond, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », dans Revue Française de Science Politique, 1967.
- BADIE Bertrand, *Un monde sans souveraineté, les Etats entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999.
- BEIGBEDER Yves, *Le temps de la paix : souvenir d'un siècle de justice internationale*, Paris, Editions fauves, 2022.
- BELIBI Jean Francis, « Désarmement et réintégration des ex-combattants. Le travail peut commencer », dans Cameroon Tribune, Edition du 10 décembre 2018, n°11740/7939.
- BOUSSAGUET Laurie, Jacquot Sophie, Dictionnaire des politiques publiques, Paris, PFNSP, les presses de sciences politiques,
- BOUTROS BOUTROS Ghali, Agenda pour la paix. Diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix, Rapport présenté par le secrétaire général en application de la déclaration adoptée par la réunion au sommet du Conseil de Sécurité, Organisation des Nations Unies (ONU), New-York, janvier 1992.

- BOTOYIYE Geoffroy, BAMONY Pierre, Pourquoi l'Afrique si riche est pourtant si pauvre ?, lectures en ligne, les comptes rendus, mis en ligne le 18 octobre 2010, consulté le 15 août 2023.
- NKOT Fabien, Dictionnaire de la politique au Cameroun, Laval, Presses de l'Université de Laval, 2017.
- CHINMOUN Oumarou, Désarmement et développement en Afrique : réflexion sur une politique régionale, Thèse de doctorat de 3^e cycle en relations internationales, Université de Yaoundé 2 (Iric), 1995.
- COLAS Dominique, «Société civile, Etat, nation, dans COLAS Dominique (dir), L'Europe post-communiste, Paris, PUF, 2000.
- COULON Jocelyne (dir), guide du maintien de la paix, Athéna éditions, Outremont, 2004.
- DAMBISSA Moyo, *L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, JC Lattès, 2009.
- DECRET n°2018/719 du 30 novembre 2018 portant création d'un comité national de désarmement, démobilisation et réintégration.
- DORTIER Jean-Francois, Le Dictionnaire des sciences sociales, Paris, Editions sciences Humaines, 2013.
- DEVIN Guillaume et SMOUTS Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Paris, Armand colin, 2011.
- DUBOUCHET Paul, *De la guerre au terrorisme... les vraies causes*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- EHUENI MANZAN Innocent, Les accords politiques dans la résolution des conflits armés internes en Afrique, Thèse de doctorat 3e cycle, Université de la Rochelle, 2011.
- FATH Jacques, *Penser l'après. Essai sur la guerre, la sécurité internationale, la puissance et la paix dans le nouvel état du monde*, Arcane17, juin 2015,
- GALTUNG Johan, Violence, peace, and peace research, Journal of peace research, 1969.
- GARANDEAU Mikael, *Le libéralisme*, Paris, Flammarion, 1998.
- GAZIBO Mamoudou, L'instabilité en Afrique et ses déterminants, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2020.
- HERMET Guy et al. Dictionnaire de la Science Politique et des institutions politiques, Paris, Armand Colin, 2005.
- KOUA Maxime Tehoua, *Le néocolonialisme, fondement du sous-développement de l'Afrique*, Utvigare, Editions universitaires Européennes, 2015.
- LAKEHAL Mokhtar, *Dictionnaire de Science Politique. Les 1500 termes politiques et diplomatiques pour rédiger, comprendre et répondre au discours politique*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- LAMB Guy et STANINER Théo, « Le casse-tête de la coordination de DDR. Le cas du Soudan du Sud », dans ASPJ Afrique et Francophonie, 3e trimestre, n°3, volume 9.
- LOMBARD Louisa, « Rébellions et limites de la consolidation de la paix en République Centrafricaine », dans Politique Africaine, n°125, 2012.
- LAWSON Boevi, Les identités partagées comme facteur de paix et de stabilité : le cas du Bénin, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université de Bordeaux 4, 2013.
- LAWSON Boevi Denis, "Gouvernance et paix au Bénin", dans Ibrahim MOUCHE Ibrahim et KALE EZUSI Samuel (dir), Gouvernance et sécurité en Afrique subsaharienne francophone : entre corruption et défis sécuritaire, , Addis-Abeba, UPEACE, 2015.
- MASSAMBA-MAKOUMBA Jean-Serge, *Politique de la mémoire et résolution des conflits*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- MAYOR Federico, Le droit de l'être humain à la paix, Paris, Unesco, 1997.
- MEYOMESSE Enoch, Guerre et paix au Cameroun, le rôle de l'armée en question, Yaoundé, Les éditions du Kamerun, 2010.
- MEDARD Jean-François, « France-Afrique : une Affaire de famille », dans DELLA Porta et MENY Yves (dir.), Démocratie et corruption en Europe, Paris, la Découverte, 1995.
- MEYER Nonna et PERRINEAU Pascal, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992.

- METOU Brusil Miranda, « La médiation de l'Union Africaine dans la résolution des crises internes de ses Etats membres », dans Revue Québécoise de Droit International, vol 31, 2018.
- MUGGAH Robert, « No magic bullet : A critical perspective on disarmament, demobilization and reintegration (DDR) and weapons reduction in post-conflict contexts », in The round table, vol. 94, N°379, avril, 2005, pp. 239-250.
- MONTESSORI Maria, Plaidoyer pour la paix, Institut Supérieur Maria Montessori, Education et Paix, Paris, 2004.
- NZAOU Elton Paul, Le Maintien de la paix en Afrique : l'expérience congolaise de la résolution de conflits, Paris, L'Harmattan, 2019.
- NGBANDA NZAMBO Honoré, Crimes organisés en Afrique centrale : révélations sur les réseaux rwandais et occidentaux, Paris, Dubois, 2004.
- NZEKANI ZENA Prosper, « Leçons et limites du DDR en Afrique », Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, N°24, janvier 2013.
- KANT Emmanuel, Vers la paix perpétuelle, Paris, Flammarion, 1991.
- PASCALLON Pierre, *Rendre le Renseignement plus Efficace dans la lutte contre le terrorisme*, Paris, L'Harmattan, collection défense, 2018.
- WANGBA Joseph, « La dynamique de construction de la paix au Cameroun : conception théorique et approches pratiques, Le grenier des savoirs, volume 2, 2022.
- VAISSE Maurice, MORELLE Chantal, Dictionnaire des relations internationales de 1900 à nos jours, 3^e édition, Paris, Armand Colin, 2009.
- VASSEUR-Lambry Fanny, La famille et la convention européenne des droits de l'homme, Paris, L'Harmattan, 2000.
- VERNA Gérard (dir.), DDR. Désarmer, démobiliser et réintégrer. Défis humain, enjeux globaux, Québec, Les Presses de l'Université de Laval, 2006.
- ROCHE Sébastien, *Insécurité et liberté*, Paris, Seuil, 1994.
- SAIBOU Issa, Les coupeurs de routes : histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad, Paris, Karthala, 2010.
- TOUEYEM Pascal, Genre et gestion des conflits : esquisse de construction d'un paradigme endogène de la paix, Etude (broché), Editions Universitaires Européennes, 2019.
- YAKEMTCHOUK Romain, « Coups d'Etat militaires en Afrique dans leurs incidences internationales », dans Studia Diplomatica, vol. 38, n°1, 1985, pp.43-45.
- ZARTMAN William, La résolution des conflits en Afrique, Paris, L'Harmattan, 1990.